

## BERTRAND BADRÉ

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

**Jean-Claude Trichet, président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France**

Merci, Masood, vous avez été très clair et extrêmement concis sur les vrais problèmes et je suis sûr que Bertrand, qui a travaillé à la Banque mondiale et est dans le secteur privé, fera écho à certains des vrais problèmes que vous avez mentionnés.

**Bertrand Badré, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale**

Oui, je pourrais aussi partager des histoires d'horreur avec certaines personnes autour de la table. Masood a essayé de m'inciter à le faire, mais je vais essayer de résister à la tentation. Permettez-moi de commencer par rappeler un bon souvenir. Il y a 200 ans, en 2015, le monde entier s'est mis d'accord sur la nouvelle feuille de route pour l'économie, nous l'avons appelée développement durable, nous avons ajouté l'Accord de Paris en décembre et auparavant, nous avons signé à Addis le partenariat pour le développement. Donc en 2015, nous avons convenu que l'économie devait être plus résiliente, plus inclusive et plus durable et tout le monde était d'accord, tout le monde a signé, tous nos gouvernements font partie de cette feuille de route.

Je me souviens qu'à l'époque, l'une des questions que j'avais soulevées était la suivante : s'il est formidable de se mettre d'accord sur des objectifs, comment allons-nous payer ? Combien cela coûte-t-il et qui va payer la note ? L'une de mes contributions était le rapport From Billions to Trillions. Nous voilà huit ans plus tard, nous avons quitté la trajectoire et nous sommes à un tournant. Le nombre de milliards disponibles est, permettez-moi d'être optimiste, toujours le même, et le nombre de milliers de milliards nécessaires a augmenté précisément parce que nous avons pris du retard. En outre, nous en avons discuté hier et ce matin, nous sommes confrontés à des forces centrifuges partout où nous regardons, on appelle cela polycrise, permacrise ; il y a les problèmes géopolitiques, les tensions économiques, le changement de pouvoir financier, la montée des taux d'intérêt, l'inflation, le social, l'IA, etc., qui ont essentiellement poussé un certain nombre de personnes à se tourner vers l'intérieur et non vers l'extérieur. Je pense que c'est une question très importante. Les gens s'intéressent de moins en moins au reste du monde. Dans une certaine mesure, je compatis avec cette attitude. Par conséquent, on voit les résultats dans un certain nombre de grands rassemblements, que ce soit le G20, que ce soit les BRICS, que ce soit la discussion autour des pertes et des dommages. L'année dernière, nous avons célébré le succès, la création d'un Fonds pertes et dommages et la semaine dernière, ou il y a deux semaines, les gens disaient que cela allait être difficile et que nous ne voulions pas que la Banque mondiale soit aux commandes parce que la Banque mondiale est américaine. Telle est la réalité.

Nous sommes confrontés à un fossé mondial, de sorte que les gens opposent désormais le Sud au Nord ou à l'Ouest, et les tensions sont nombreuses. Je partageais avec Jean-Michel lors du déjeuner une citation de Marguerite Yourcenar, certains d'entre vous la connaissent peut-être. C'était une écrivaine belge, elle a vécu et est morte aux États-Unis, et elle a écrit un livre intitulé *Les Mémoires d'Hadrien*. Elle s'est donc mise dans la peau de l'empereur Hadrien vieillissant dans sa villa au nord de Rome et réfléchissant à Rome et à la chute de Rome. Il dit : « Je sais que la chute de Rome va arriver, comment retarder ce moment où les barbares du dehors et les esclaves du dedans se précipiteront sur un monde que nous leur demandons de respecter de loin ou de servir d'en bas ? ». Puis il ajoute : « Mais j'aimerais qu'ils aiment Rome ». Je pense que cela fait écho à la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui.

Par conséquent, nous sommes confrontés à cette tension, et elle a un impact majeur sur ce que Masood a décrit. Nous devons donc faire face à des défis, la feuille de route que nous avons convenue en 2015 nécessite des milliers de milliards. Cela semble un peu surréaliste d'ajouter des milliers de milliards à des milliers de milliards, et nous devons trouver ces milliers de milliards dans un monde où les conditions du marché ont changé. Je pense qu'un certain nombre d'intervenants discuteront de ces conditions de marché. Elles n'aident pas, du fait que le dosage macroéconomique change également, du fait du stress budgétaire, du rôle de la politique monétaire qui a changé et au moment où la gouvernance, la gouvernance mondiale est de plus en plus fragmentée.

En résumé, les flux privés diminuent, ils sont infimes et ils diminuent. C'est moins de 4 % des actifs sous gestion européens qui vont vers les marchés émergents, moins de 2 % des actifs sous gestion américains, donc c'est très faible. Ils diminuent pour un certain nombre de raisons très rationnelles, les taux d'intérêt. Quand on est une petite mutuelle d'assurance, pourquoi voudrait-on prendre un risque à Addis ou au Maroc si on peut obtenir 5 % sur le Trésor américain ? C'est très simple. Deuxièmement, la politique industrielle, c'est un pacte vert et plus risqué qui nécessite de mobiliser l'épargne locale. Là encore, il y a un exemple du gouvernement français : mettre de l'argent dans la tech française, mettre de l'argent dans ça, et il n'y a plus d'argent pour le reste du monde. Tout le monde fait la même chose. À cela s'ajoute, comme je l'ai dit, le repli sur soi d'un certain nombre de clients. J'ai entendu des fonds de pension et des gens me dire : « Mes clients ne veulent pas que leur argent soit utilisé ailleurs, nous avons assez de problèmes chez nous, pourquoi déplacerez-vous mon argent pour aider ces gens ? Alors que dans mon pays, nous avons aussi des problèmes de banlieue, nous avons aussi des problèmes de transition, etc. » L'argent privé est donc mis à rude épreuve. En plus de cela, bien sûr, Bâle II, Solvabilité II et les autres n'aident pas, ou fournissent de bonnes excuses pour ne rien faire.

Les flux publics sont sous pression. En termes réels, les flux vers l'Afrique ont diminué et il y a un certain nombre de raisons à cela : je parle du stress budgétaire, mais aussi de l'Ukraine, des réfugiés, etc. L'argent n'y va donc pas. À cela s'ajoute la tension que Masood a soulignée, d'un côté le développement, de l'autre le climat, avec la même cagnotte d'argent, donc vous ajoutez un certain nombre de priorités à la même cagnotte d'argent.

Donc tout cela a été résolu à Paris avec le sommet sur le Pacte de financement mondial. Si vous vous souvenez, il y a eu une tribune commune de Biden, Macron, Sunak, Ramaphosa, 13 ou 15 chefs d'État, qui annonce en gros, cela veut tout dire, une transition verte qui ne laisse personne de côté. Alléluia. Voilà donc exactement ce que nous devrions viser, mais la réalité va bien au-delà des gros titres, comment y parvient-on ?

En plus de cela, nous ajoutons à l'équation des normes et des standards, permettez-moi de les appeler EFG, j'en suis fan. Mais la réalité est que nous imposons cela au reste du monde.



Je ne voudrais pas que l'Europe impose au reste du monde un certain nombre d'attentes très belles qui ne correspondent pas aux capacités d'un certain nombre de pays.

Permettez-moi de conclure sur ce point, je pense qu'il faut vraiment prendre un virage, il faut d'abord reconnaître le problème, et c'est l'avantage du sommet de Paris, il a mis le problème sur la table. Il y a une fracture entre le sud et le nord, il y a de vraies raisons à cette fracture, il y a des problèmes de financement. Nous manquons d'argent et nous avons une multiplication des objectifs, et nous avons très peu d'endroits où nous pouvons le faire correctement, y compris, comme l'a dit Masood, au sein du système international des BMD, qui est malheureusement de moins en moins adapté à ces objectifs. C'est donc très difficile à suivre et c'est parce que la question sera résolue si nous sommes capables d'unir nos forces. Et bien sûr, unir nos forces est plus facile à dire qu'à faire. Ce qui signifie que les pays receveurs doivent faire quelque chose, que les BMD et les IFD doivent aussi voir comment elles traitent les choses, que nous abordons un certain nombre de questions normatives, ce que bien sûr, dans un univers où le risque est le maître mot, les gens sont moins tentés de faire. Bonne chance à ceux qui veulent changer Bâle II ou Solvabilité II dans ce monde. Il faut mobiliser les investisseurs, donc il semble que ce soit assez difficile.

En plus, le gros problème, et je conclus là-dessus, Masood a dit, j'ai dit et nous avons dit que nous devons augmenter l'argent dans le système, que c'était une équation de milliards à des milliers de milliards, je pense que c'est toujours valable, nous devons mettre plus d'argent dans le système. Cependant, peut-être plus important encore, nous devons ajouter un nouveau chapitre, où on passera de milliers de milliards à des millions. Même si hypothétiquement nous avons les milliers de milliards, je ne pense pas que nous serions en mesure d'utiliser cet argent. Je suis très sérieux, et on le voit avec le plan de l'UE. Nous sommes censés disposer de 800 milliards, mais la grande partie de ces milliards ne peut pas être dépensée. C'est donc là que repose le problème aujourd'hui. Je pense que nous sommes dans une situation dramatique et incroyable, et nous devons vraiment réviser notre système de fonctionnement rapidement, sinon nous nous réunirons l'année prochaine et cela sera encore plus problématique. Merci.

### **Jean-Claude Trichet**

Merci beaucoup, Bertrand. Ne réagissez pas à ce que je vais dire. J'attendais vos critiques sur les promesses qui étaient de simples promesses chiffrées et qui n'étaient pas du tout respectées, les 100 milliards...

### **Bertrand Badré**

Par exemple, oui. Il existe de nombreux autres problèmes.

### **Jean-Claude Trichet**

C'est une catastrophe.

### **Bertrand Badré**

C'est l'un des nombreux problèmes.

### **Jean-Claude Trichet**

Partout où je vais, on ne parle pas de milliers de milliards, ils disent : « Non. Vous avez dit que vous expédieriez 100 milliards et nous n'avons rien vu ».